

Référendum aux Pays-Bas : quelles conséquences après la victoire du «non» ?



Jan Roos, l'initiateur du référendum sur l'accord d'association avec l'Ukraine - Crédits photo : REMKO DE WAAL/AFP

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par [Eléonore de Vulpillières \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 07/04/2016 à 17h50

FIGAROVOX/ANALYSE - Plus de 60% des électeurs néerlandais ont rejeté par référendum l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE. Pour Laure Ferrari, directrice de l'Institut pour la démocratie directe en Europe (IDDE), ce résultat annonce le début de la fin de l'Union européenne.

*Laure Ferrari est directrice de L'**IDDE** (<http://iddeurope.org/?lang=fr>), (L'institut pour la démocratie directe en Europe) le plus important laboratoire d'idées à faire la promotion de la démocratie directe en Europe.*

Non-partisan, l'IDDE fournit aux décideurs des options politiques efficaces au travers d'analyses et d'événements.

Sans but lucratif, l'IDDE contribue au débat public portant sur les questions européennes et favorise la coopération entre les organisations qui partagent ses principes, notamment la défense de l'indépendance, de la démocratie directe et de la

prospérité économique dans les pays où la liberté et la souveraineté sont menacées.

*Retrouvez également l'organisation sur sa page **Facebook***

(<https://www.facebook.com/IDDE-French-Version-1606427919625359/>)

LE FIGARO. - Les électeurs néerlandais ont rejeté par référendum, mercredi 6 avril, tout accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne. Les Pays-Bas sont-ils au bord du «Nexit»?

Laure FERRARI. - C'est difficile à prédire. Ce qui est certain c'est que c'est que le résultat au référendum est un coup dur à encaisser pour un pays à la tête de la présidence de l'UE pour six mois. Mark Rutte, le premier ministre néerlandais et président du parti populaire libéral et démocrate est dans une mauvaise passe car son parti était très divisé sur la question ukrainienne, étant même en majorité contre toute adhésion de l'Ukraine à l'UE. Mais le fait d'être à la tête de la présidence de l'UE jusqu'en juin oblige Rutte à soutenir le traité. Pour le parti socialiste la problématique est à peu près similaire. Ainsi donc le résultat du référendum va indéniablement désastabiliser la politique interne du pays et provoquera peut être des élections anticipées. C'est un scénario dont j'ai entendu parlé plusieurs fois lors de mes récentes visites aux Pays-Bas. Ce qui est certain, c'est que si tel est le cas, les partis opposés au projet européen pourraient se retrouver en position de force permettant ainsi un référendum portant cette fois-ci sur l'adhésion, ou non, des Pays-Bas à l'UE.

Avec la France, les Pays-Bas ont été l'un des rares pays à s'opposer massivement par référendum (61,5% des suffrages) au Traité constitutionnel européen de 2005. Comment et pour quelle raison l'opposition à l'UE s'est-elle accrue aux Pays-Bas depuis une quinzaine d'années?

Comme en France, le ressentiment envers l'UE est essentiellement dû au déni de démocratie qui a eu lieu dans ces deux pays en 2005. C'est à partir de là que les citoyens des pays membres de l'UE ont compris que le projet européen était en fait un projet qui n'était pas démocratique, voire anti-démocratique.

En terme pragmatique, si un pays comme le Royaume-Uni, la France ou l'Allemagne quitte le navire, le projet devient tout bonnement impossible, car ces pays sont les plus gros contributeurs au budget de l'UE.

Ce référendum pourrait-il influencer celui sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, le 23 juin prochain?

Sans aucun doute, mais vous remarquerez que les médias européens se sont bien gardés d'en parler, ce qui limite l'effet de propagation dans les autres pays. Nous savons que le résultat du référendum néerlandais, bien que portant sur les relations entre l'Ukraine et de l'UE, est en réalité un baromètre sur le sentiment des Néerlandais envers l'UE. Dans ce contexte-là et, si le message atteint la Grande-Bretagne, les Britanniques se sentiront confortés dans leur choix. A ce sujet il est intéressant de constater que dans les milieux euro-critiques européens on attend beaucoup du référendum britannique du 23 juin prochain. Beaucoup pensent en effet que, dans le cas d'un vote en faveur de la sortie de l'UE, une onde de choc réveillera les Européens, lesquels feront pression sur leurs gouvernements respectifs, et qui imposera en parallèle aux eurocrates de sérieusement revoir leur copie. En terme pragmatique, si un pays comme le Royaume-Uni, la France ou l'Allemagne quitte le navire, le projet devient tout bonnement impossible, car ces pays sont les plus gros contributeurs au budget de l'UE.

Une réponse négative au référendum constitue, selon Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, «un risque à l'échelle continentale» et «pourrait ouvrir la voie à une crise européenne». Que signifierait pour l'avenir de l'UE, que l'un de ses membres fondateurs la quitte?

Il y aurait deux conséquences; la première serait psychologique. Si un membre fondateur se retire (tout comme un nouveau membre) le message envoyé sera qu'un pays européen n'a pas besoin d'une union politique pour exister et commercer avec le reste du monde. On constaterait ainsi que le peuple est souverain et qu'il est encore possible d'exiger de son gouvernement qu'il l'écoute. Cela forcerait les partis politiques actuels à changer de tactique. Pour réussir il faudra dorénavant mettre l'UE à l'ordre du jour mais surtout assurer une place d'envergure au processus démocratique. Je suis d'ailleurs très optimiste quant à

l'avenir de la démocratie directe dans nos pays. La démocratie représentative, telle qu'elle est pratiquée, est en échec et les tentatives de tuer les opposants au système actuel par des procédés anti-démocratiques ne font que renforcer le lobby citoyen.

L'autre conséquence serait financière. Avec une contribution nette de 10 milliards d'euros en 2013 le Royaume-Uni est un grand perdant dans cette relation (tout comme la France avec 9 milliards nets). Il est donc très clair que si la France, le Royaume-Uni ou l'Allemagne devait quitter l'union, son fonctionnement deviendrait impossible en l'état car sans fonds. Cela forcerait les eurocrates à revoir leurs salaires et leurs projets mirobolants. Autant dire que cela reviendrait à demander aux dindes de voter pour Noël! C'est de là que vient l'alarmisme de personnes comme Jean-Claude Juncker.

Les Français se sentent humiliés d'avoir à rendre des comptes à Bruxelles. Enfin la menace du TAFTA dans le pays du bien-manger est vécu comme une ultime provocation.

Comment interpréter l'euro-scepticisme qui semble augmenter partout en Europe (pays de l'Est, Grèce, France, Royaume-Uni)?

L'euro-scepticisme de ces pays ont des origines différentes. Pour reprendre vos exemples, permettez-moi de commencer par le Royaume-Uni. Il est contributeur net et son économie souffre également d'un déficit commercial de 10 milliards d'euros avec le reste de l'UE. Autrement dit, non seulement il contribue au budget de l'UE à hauteur de 27 millions/jour mais en plus il achète plus au reste des pays européens qu'il ne leur vend. (pour info les Britanniques achètent 175 millions de bouteilles de Champagne par an à la France!). Leur euro-scepticisme est avant tout économique, ce qui est tout à fait cohérent avec leur tradition mercantile historique.

Pour la France, l'origine est à mon sens existentielle. Le pays était encore prestigieux et rayonnant à travers le monde il y a trente ans. Mais les élites politiques françaises n'ont cessé de rabâcher aux Français que le patriotisme était une chose honteuse et que pour exister il fallait adhérer corps et âme au projet européen. Liberté, égalité, fraternité ont malheureusement perdu tout leur sens

dans une Europe de la concurrence déloyale et du refus des élites nationales et européennes à écouter le peuple. Les Français se sentent humiliés d'avoir à rendre des comptes à Bruxelles. Enfin la menace du TAFTA dans le pays du bien-manger est vécu comme une ultime provocation.

Pour la Grèce, c'est une question de survie. Comment expliquer que l'on enfonce la tête sous l'eau à un pays qui cherche désespérément à respirer, tout cela au nom d'une monnaie qui est de toute façon vouée à l'échec?

Pour les pays de l'Est c'est une question de culture et notamment de culture religieuse. La crise migratoire que connaît l'Europe a vu l'arrivée d'une population essentiellement musulmane. Certains pays, comme la Pologne, sont très catholiques et ne sont pas prêts à faire de compromis sur le sujet.

Enfin, pour les pays du Nord de l'Europe, c'est une question d'éthique. L'Union européenne n'a pas bonne réputation en terme de transparence, c'est ce qui a sans nul doute aussi convaincu les Néerlandais de dire non à l'Ukraine. Pour beaucoup, l'Ukraine est un pays corrompu qui ne saurait avoir sa place à leurs côtés.



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/eleonore-de-vulpilleres-0>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/eleonore-de-vulpilleres-0)

[Eléonore de Vulpillères \(<http://plus.lefigaro.fr/page/eleonore-de-vulpilleres-0>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/eleonore-de-vulpilleres-0)

[Suivre \(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2870409>\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2870409)

Journaliste

Twitter : [@EdeVulpi](https://twitter.com/EdeVulpi) (<https://twitter.com/EdeVulpi>)
